

**ASSOCIATION
FLIP FLAP FLOUP**
*23, chemin de la Colline Saint Joseph
13009 MARSEILLE
SIRET 50882426500021*

Exercice clos le 31 décembre 2021

**Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes annuels**



Aux membres de l'Assemblée,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FLIP FLAP FLOUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédées qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment sur la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices en ce qui concerne les ressources de l'association, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport moral et financier et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier de votre Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau de votre association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient

mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 15 juin 2022.

A3A AUDIT
Commissaire aux Comptes



Carole BOLLANI-BILLET

Bilan Asso ANC N° 2018-06 (CEG)

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Constructions	918 111,77	393 030,13	525 081,64	587 324,77
Installations techniques, matériel et outillage	11 056,96	9 422,70	1 634,26	2 298,66
Autres immobilisations corporelles	38 879,29	34 978,15	3 901,14	2 398,77
Immobilisations financières				
TIAP & autres titres immobilisés	12 387,00		12 387,00	12 387,00
Autres immobilisations financières	941,20		941,20	941,20
Total I	981 376,22	437 430,98	543 945,24	605 350,40
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				326,40
Matières premières et autres approv.				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	53 994,92		53 994,92	36 823,90
Autres créances	181 917,11		181 917,11	198 865,74
Divers				
Disponibilités	597 629,77		597 629,77	550 061,31
Charges constatées d'avance	3 140,39		3 140,39	9 145,45
Total II	836 682,19		836 682,19	795 222,80
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 818 058,41	437 430,98	1 380 627,43	1 400 573,20

Bilan Asso ANC N° 2018-06 (CEG)

	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	762 845,08	927 656,65
Excédent ou déficit de l'exercice	74 624,86	-164 811,57
Situation nette (sous-total)	837 469,94	762 845,08
Subventions d'investissement	403 976,72	456 095,44
Total I	1 241 446,66	1 218 940,52
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Total II		
PROVISIONS		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	41 696,12	52 058,70
Découverts et concours bancaires	171,91	179,47
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	41 868,03	52 238,17
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 972,38	13 742,32
Dettes fiscales et sociales	75 259,81	114 806,85
Autres dettes	4 080,55	845,34
Total IV	139 180,77	181 632,68
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 380 627,43	1 400 573,20

Compte de résultat Association (CEG)

	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois
Production vendue	813 748,92	797 826,47
Reprises et Transferts de charge	14 304,17	30 249,83
Autres produits	3,35	2,59
Produits d'exploitation	828 056,44	828 078,89
Achats de matières premières	4 646,36	3 280,00
Variation de stock de matières premières	326,40	
Autres achats non stockés et charges externes	143 552,90	105 543,90
Impôts et taxes	25 772,83	28 346,86
Salaires et Traitements	441 125,32	411 983,14
Charges sociales	124 641,84	116 671,62
Amortissements et provisions	64 289,33	67 538,39
Autres charges	3,86	7,18
Charges d'exploitation	804 358,84	733 371,09
RESULTAT D'EXPLOITATION	23 697,60	94 707,80
Produits financiers	395,90	518,95
Charges financières	1 367,54	1 584,86
Résultat financier	-971,64	-1 065,91
RESULTAT COURANT	22 725,96	93 641,89
Produits exceptionnels	52 339,36	71 078,45
Charges exceptionnelles	440,46	329 515,56
Résultat exceptionnel	51 898,90	-258 437,11
Impôts sur les bénéfices		16,35
EXCEDENT OU DEFICIT	74 624,86	-164 811,57
Contribution volontaires en nature		
Total des produits		
Total des charges		

➤ ANNEXES

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FLIP FLAP FLOUP

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 1 380 627 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 74 625 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2021 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

La crèche FLIP FLAP FLOUP a pour objet social la gestio d'une crèche multi accueil, permanente ou non avec diversification des services.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions	918 112			918 112
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	11 057			11 057
– Installations générales, agencements aménagements divers				
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	36 216	2 664		38 879
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	965 384	2 664		968 048
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations				
– Autres titres immobilisés	12 387			12 387
– Prêts et autres immobilisations financières	941			941
Immobilisations financières	13 328			13 328
ACTIF IMMOBILISE	978 713	2 664		981 376

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		2 664		2 664
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		2 664		2 664
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencement aménagements des constructions	330 787	62 449	206	393 030
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 758	667	3	9 423
– Installations générales, agencements aménagements divers				
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	33 817	1 173	11	34 978
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	373 362	64 289	221	437 431
ACTIF IMMOBILISE	373 362	64 289	221	437 431

A3A AUDIT
Société d'expertise comptable
et de commissariat aux comptes
65 avenue Jules Cantini - 13006 MARSEILLE
Tél : 04 91 33 02 83 - Fax : 04 91 54 32 36
SIRET : 07380352000060

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 239 994 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	941	941	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	53 995	53 995	
Autres	181 917	181 917	
Charges constatées d'avance	3 140	3 140	
Total	239 994	239 994	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients – factures à établir	1 917
Etat – produits à recevoir	22 733
Total	24 650

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves		-164 812		-164 812	
Report à Nouveau	927 657			164 812	762 845
Excédent ou déficit de l'exercice	-164 812	164 812	74 625		74 625
Situation nette	762 845		74 625		837 470
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	456 095			52 119	403 977
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	1 218 941		74 625	52 119	1 241 447

Dettes

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 139 181 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	172	172		
– à plus de 1 an à l'origine	41 696	10 749	30 948	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 972	17 972		
Dettes fiscales et sociales	75 260	75 260		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	4 081	4 081		
Produits constatés d'avance				
Total	139 181	108 233	30 948	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	10 337			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – fact. non parvenues	6 500
Int.courus s/emp.aup.etablt.crédit	102
INTERETS COURUS A PAYER	172
Dettes provis. pr congés à payer	23 439
Charges sociales s/congés à payer	7 961
Charges sociales – charges à payer	6 124
Total	44 298

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Chrysalide location 10/2021 – 09/2022 4187,19x9/12	3 140		
Total	3 140		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2021
Prestations familles	198 270
Prestations entreprises	43 133
Prestations ville de Marseille	50 400
Prestations Conseil Départemental	12 320
Prestations CAF	505 915
Autres prestations	3 710
TOTAL	813 749

Notes sur éléments exceptionnels

Charges et Produits exceptionnels

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 134 442 euros.

* Valérie Matachione : 134 442 euros.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
INTERETS NON COURUS SUR EMPRUNT	2 394
NANTISSEMENT COMPTE TITRE FINANCIER	10 004
Autres engagements donnés	12 398
Total	12 398

Conséquences de l'événement Covid19

Règles et méthodes comptables

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Conditions particulières d'activité pendant la période

Pendant les période de crise sanitaire la crèche a été affecté par des fluctuations de présence des salariés et des usagers malgré le renforcement des mesures d'hygiènes des biens et des personnes.

L'association a connus des baisses de fréquentation tout en essayant de répondre aux besoins d'accueil des parents ayant des obligations professionnelles. Toutes les mesures de contrôles afin d'éviter toute propagation du virus ont été mise en place et observé.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Cette approche est particulièrement adaptée :

- Lorsque le niveau d'incertitude, notamment du fait d'un manque de recul par rapport à l'événement, reste élevé et rend une démarche d'ensemble délicate
- Lorsqu'il est difficile de mesurer les impacts de l'événement par rapport à une référence aisément utilisable sur les différents postes de produits et de charges
- Lorsque les interactions entre incidences sur les produits et incidences sur les charges sont complexes, notamment en termes d'hypothèses et de jugement, et donc difficiles à mettre en cohérence
- Lorsque l'entreprise souhaite privilégier une communication elle aussi ciblée

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.